

Grèce : l'enfer de la dette

1 La situation économique s'améliore (un peu)

2 Histoire d'une débâcle financière

3 Le coût social de la « sortie » de crise

1 La situation économique s'améliore (un peu)

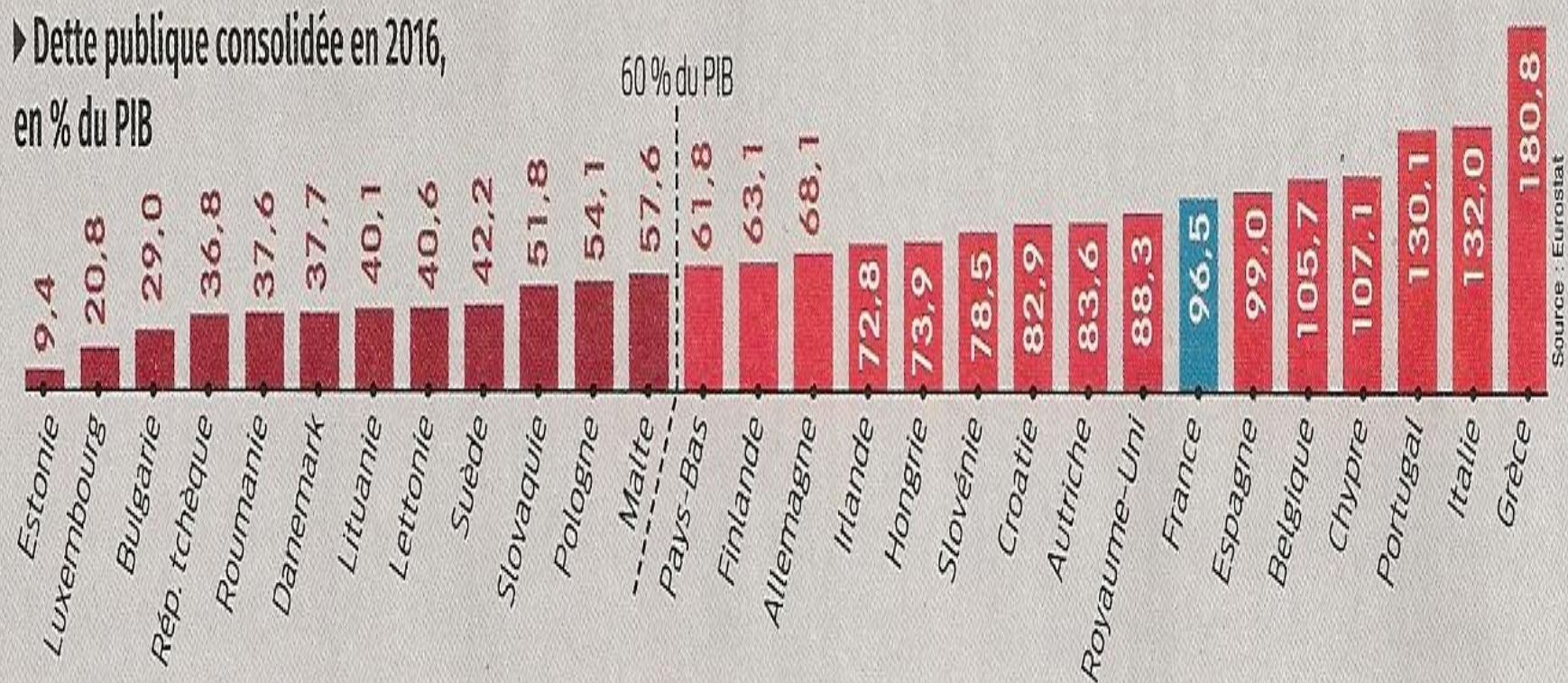
Après 6 ans de crise, la situation économique de la Grèce semble s'améliorer : la croissance revient, le chômage commence à diminuer et les comptes publics reviennent à l'équilibre.

Variations annuelles, %	2016 e	2017 e	2018 e
PIB	0,6	2,5	2,8
Consommation privée	0,8	0,6	1,9
Investissement	3,2	12,1	6,6
Exportations	1,3	4,5	4,8
Indice des prix à la consommation (IPCH)	0,0	1,1	1,4
Taux de chômage (%)	23,4	22,3	21,5
Balance courante (% PIB)	0,2	0,3	0,4
Solde des Adm. Publiques (% PIB)	-2,6	-1,3	0,0
Dette publique (% PIB)	179,2	177,2	171,6

e: estimations et prévisions BNP Paribas Recherche Economique Groupe

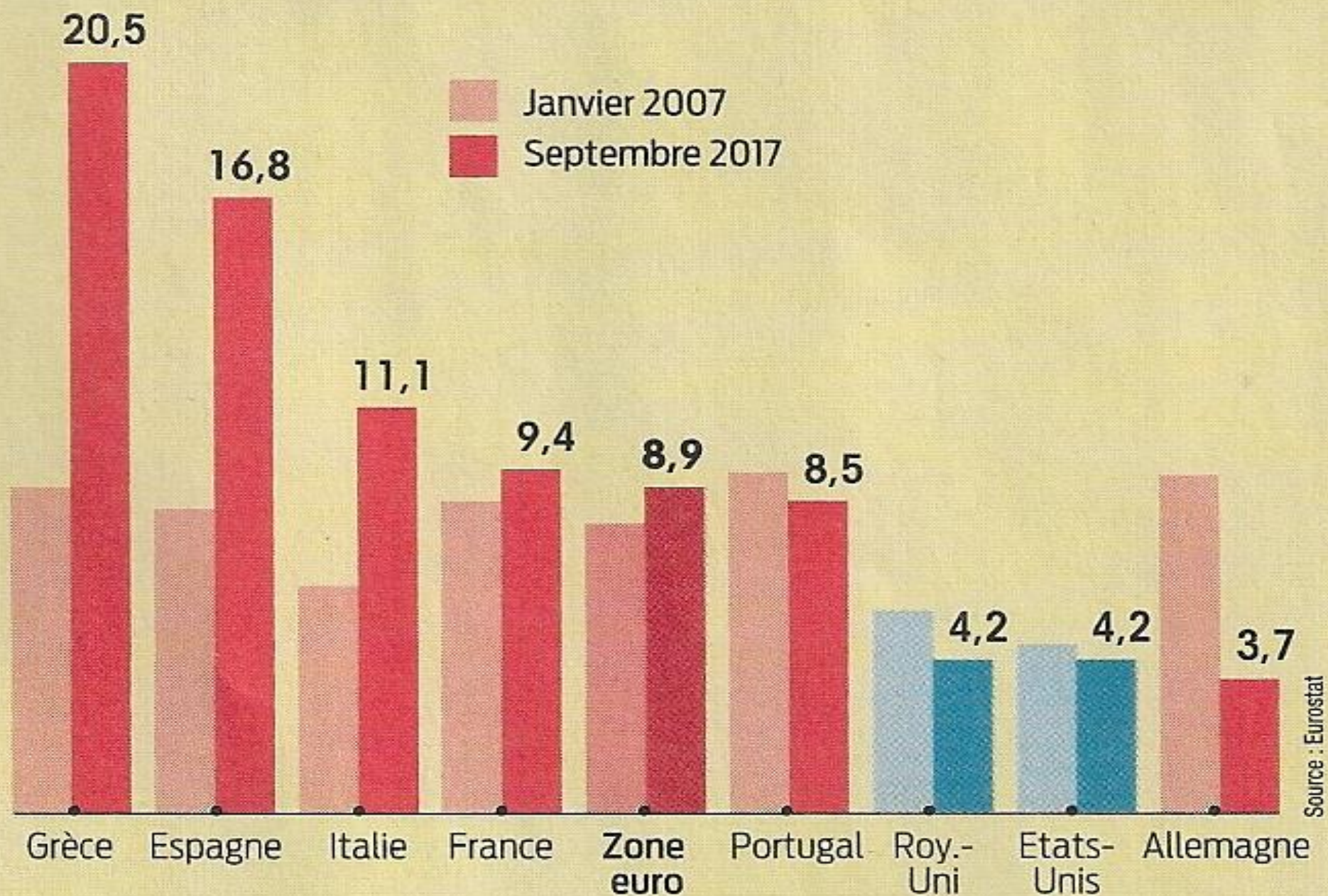
La Grèce fait d'ailleurs son retour sur les marchés financiers, et elle va en principe sortir du mécanisme européen de stabilité financière (MESF) qui assurait son financement.

La situation financière reste néanmoins très fragile, et le chômage ainsi que la dette publique restent les plus élevés des pays de l'Union européenne.



► Taux de chômage, en % de la population active

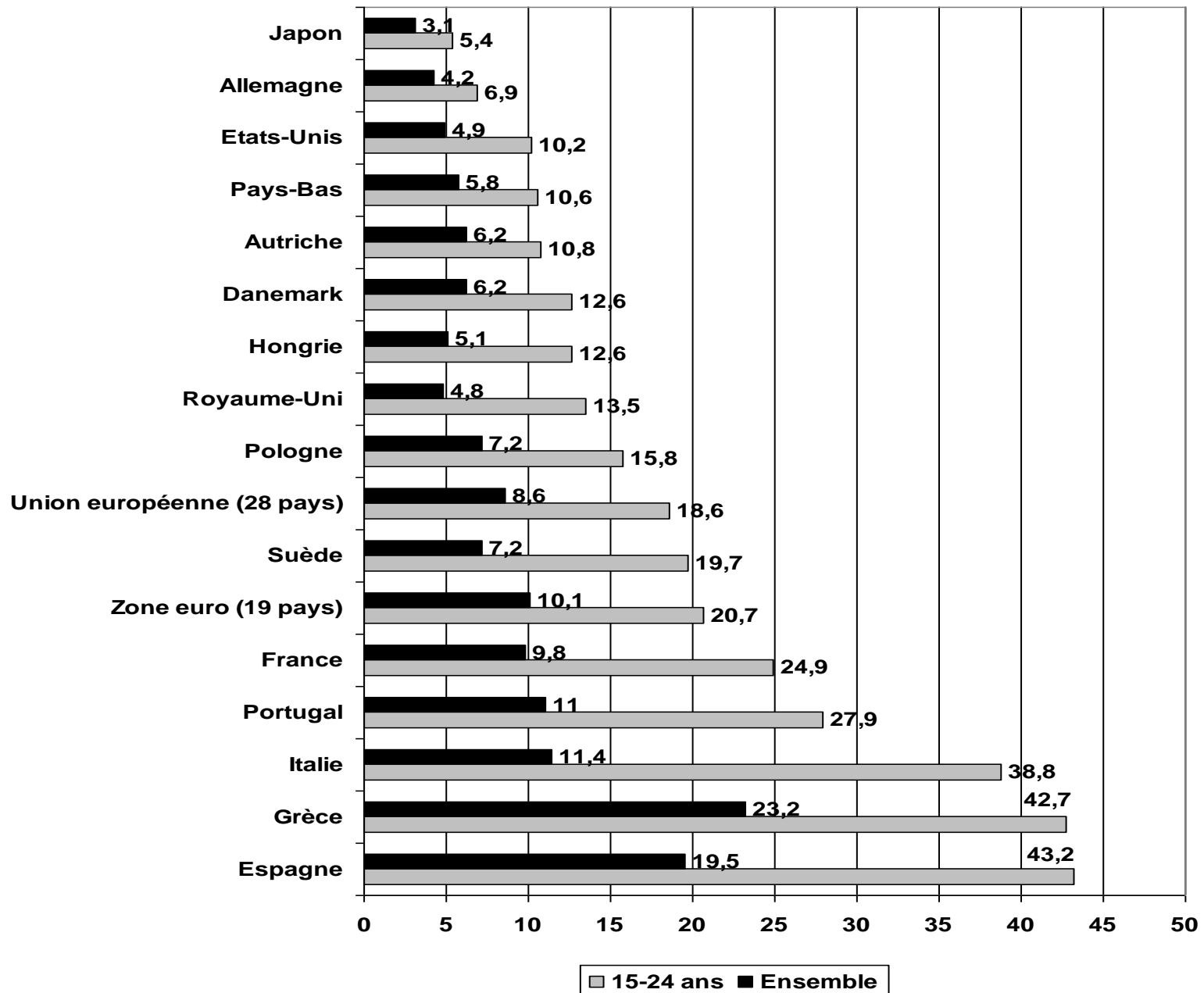
► PIB



Source : Eurostat

Taux de chômage des 15-24 ans et de l'ensemble de la population active en Août 2016 (données en %)

Eurostat



2 Histoire d'une débâcle financière

Comment la Grèce a-t-elle pu se retrouver dans cette situation financière ?

Traditionnellement, les comptes publics grecs sont en déséquilibre pour deux raisons :

- les recettes fiscales sont insuffisantes :

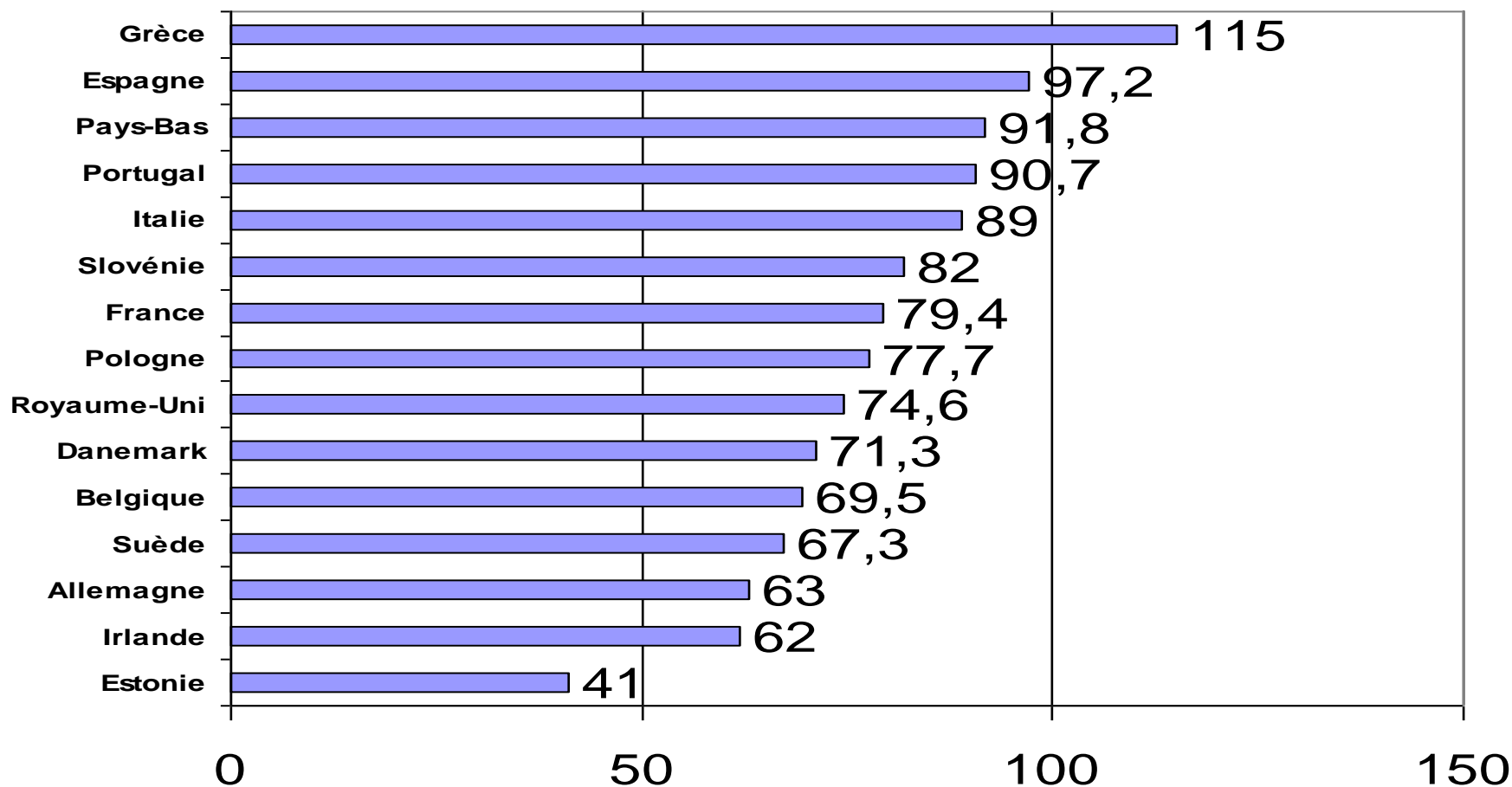
- Importance de « l'évasion fiscale » : exemple de l'église orthodoxe et des armateurs qui ne paient pas ou presque pas d'impôts**
- Mauvaise organisation fiscale : exemple : absence de cadastre, pas d'impôts sur la propriété**

- les dépenses sont importantes :

- Clientélisme politique et fonction publique pléthorique**
- Poids des dépenses militaires (4% du PIB en 2000)**
- Politique sociale « généreuse »**

Taux de remplacement net en % entre le dernier salaire et la 1^o retraite, cas de base*, en 2008

Commission européenne



***Homme ayant travaillé à temps plein et ayant cotisé 40 ans au moment du départ en retraite**

Tant que la Grèce ne fait pas partie de la zone euro, ce déficit permanent des comptes publics est soutenable grâce à la faiblesse de la monnaie : la Drachme.

Cette faiblesse permet une forte arrivée de touristes qui apportent les devises qui permettent à l'économie grecque de se financer.

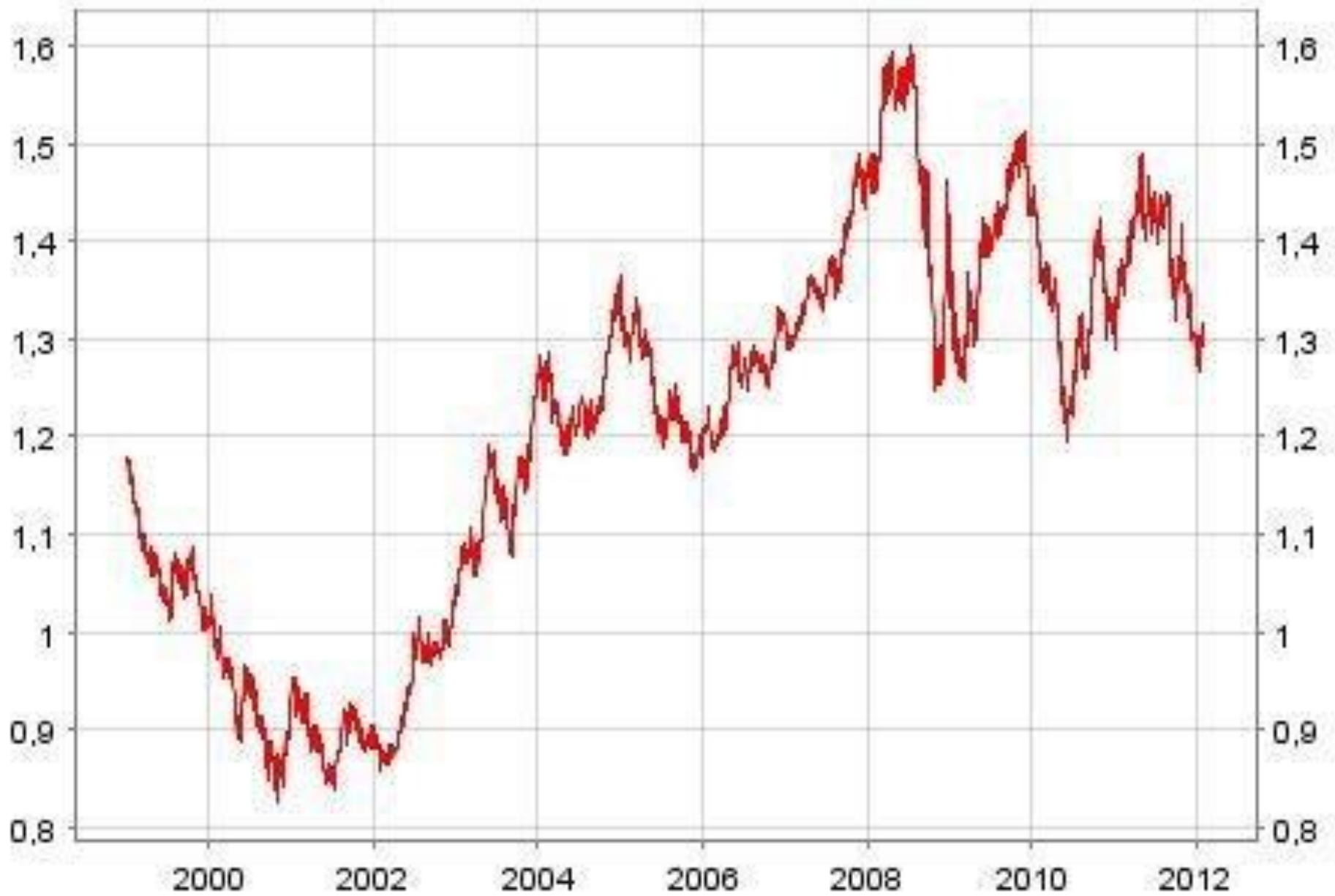
En 2000 la Grèce entre dans la zone euro (avec un appui très fort de la France). Ceci va avoir plusieurs conséquences :

- pour entrer dans cette zone, la Grèce a maquillé ses comptes. Elle fait financer discrètement ses déficits par des obligations risquées organisées par la banque Goldman Sachs.

- l'euro empêche désormais la Grèce d'attirer les touristes par la faiblesse de sa monnaie.

Au contraire, à partir de 2002 l'euro s'envole par rapport au dollar : les exportations grecques n'ont aucune compétitivité et les touristes arrivent moins : la Grèce a de plus en plus recours à des artifices financiers pour « combler » ses déficits.

Evolution du cours de l'euro en dollars



Jusqu'en 2008, la dette publique grecque progresse rapidement, mais les taux d'intérêts sont faibles car la Grèce est « protégée » par son appartenance à la zone euro : le risque semble minime.

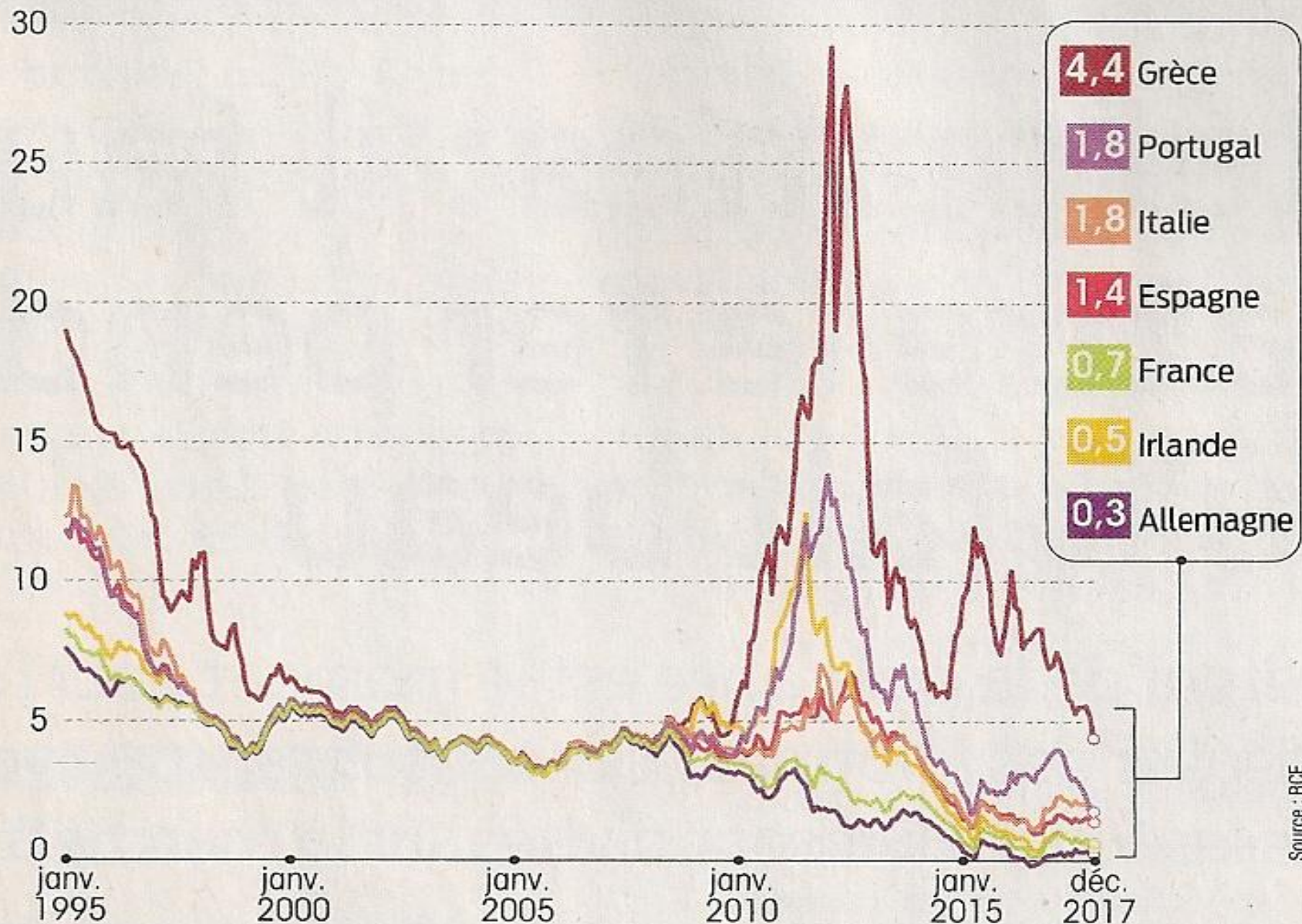
Le 15 septembre 2008, la crise financière éclate : tous les détenteurs de titres de dettes douteuses prennent peur et exigent des primes de risques, donc des taux d'intérêts, de plus en plus élevés.

La principale victime européenne est la Grèce : « grâce » à Goldman Sachs, elle a pu financer ses déficits par des titres détenus par des agents privés.

Mais ceux-ci demandent désormais des taux d'intérêts exorbitants ce qui a deux conséquences :

- la Grèce ne parvient plus à payer ses intérêts
- elle ne trouve plus sur les marchés financiers des prêteurs pour assurer ses diverses échéances (y compris la paye des fonctionnaires et le versement des retraites) : c'est la faillite financière en 2010.

► Taux d'intérêt à long terme, en %



Il y a alors un débat au sein de l'Union européenne :

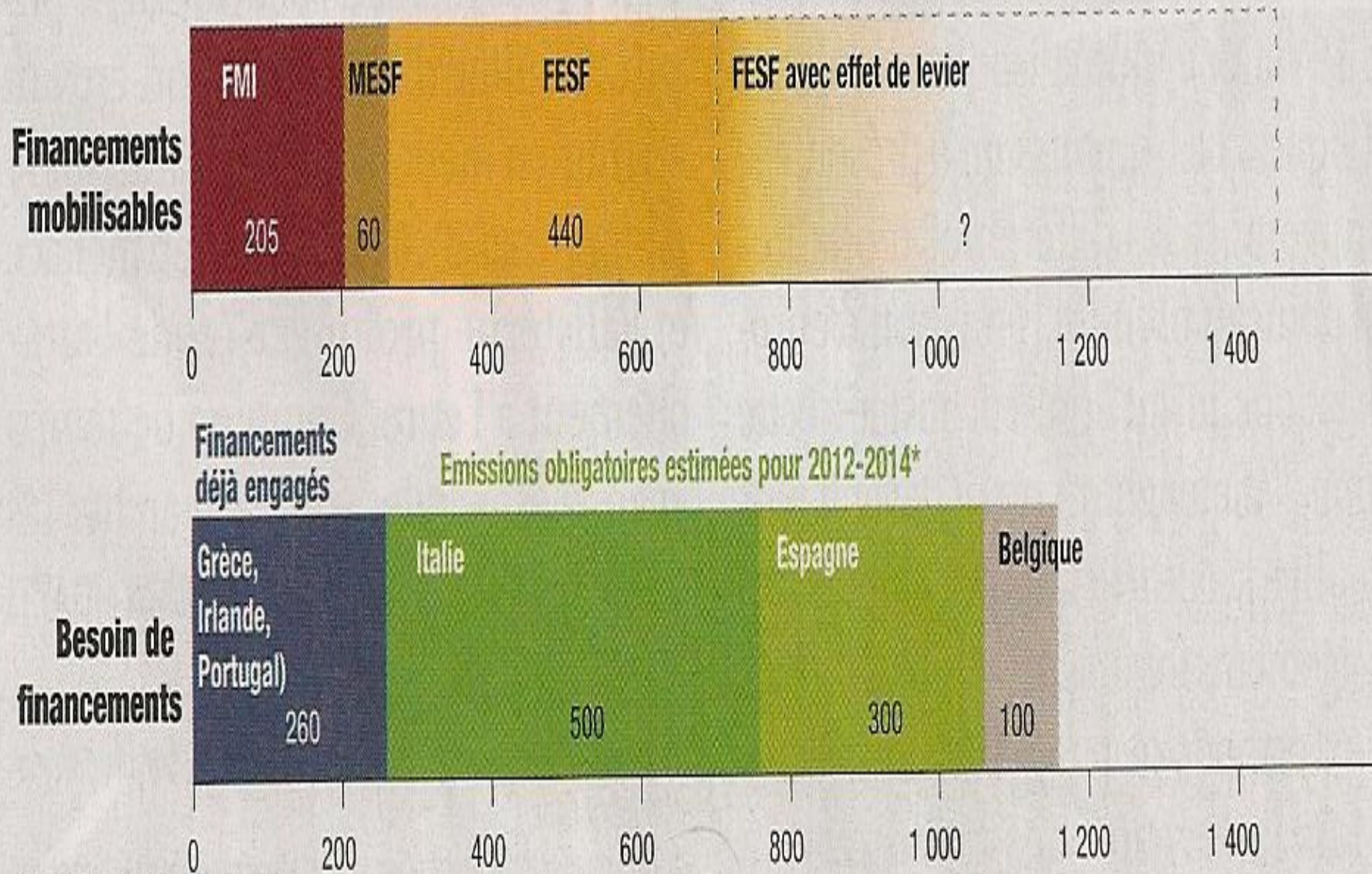
- que la Grèce quitte la zone euro (« le Grexit ») : c'est la position de l'Allemagne et des pays de l'Europe du nord.**
- aider la Grèce à surmonter ses difficultés par peur de la contagion aux autres pays fragiles (les « PIGS ») : position française.**

La position française l'emporte : il est décidé d'aider financièrement la Grèce : c'est le rôle de la Troïka. Elle est composée :

- du Fonds monétaire international**
- de la Commission européenne**
- du Fonds européen de stabilité financière (fonds de garantie) : il s'agit d'une société de droit privé qui peut emprunter sur les marchés financiers pour prêter ensuite à la Grèce (ou à d'autres pays en difficultés)**

Les emprunts de cette société sont garantis par les Etats qui y participent.

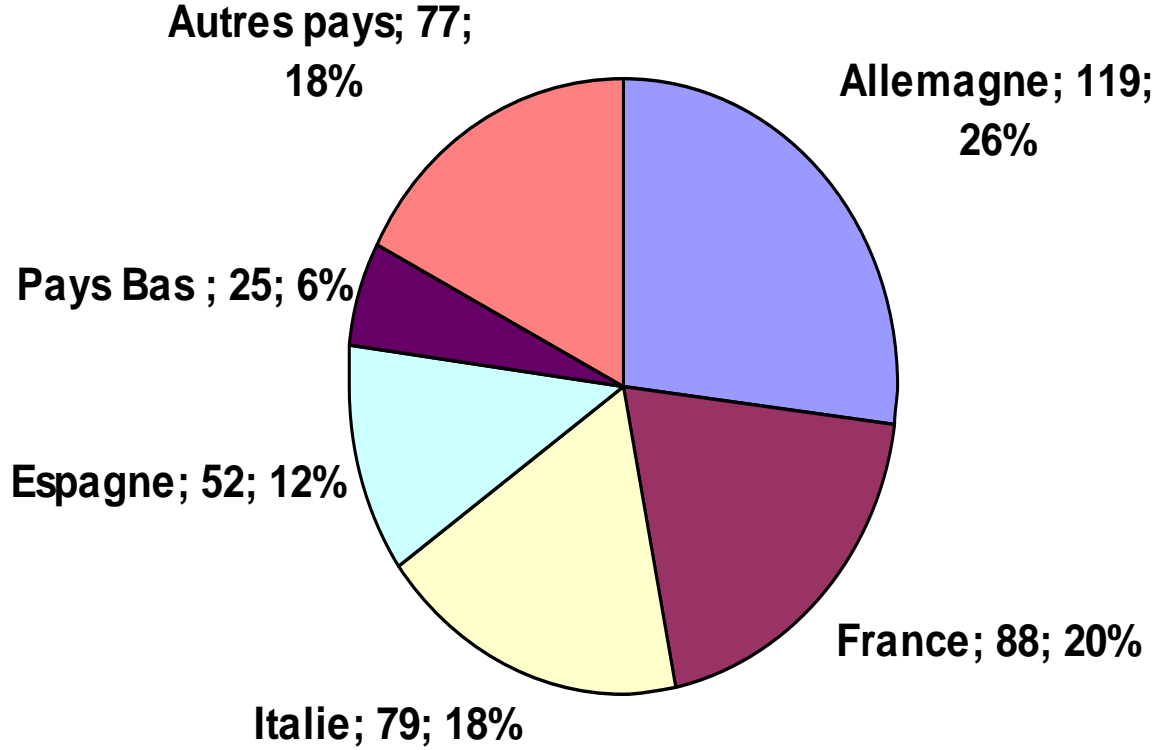
Financements mobilisables au profit des pays en difficulté et besoins de financement estimés, en milliards d'euros



*hors financements à moins d'un an.

N. B. : MESF : Mécanisme européen de stabilisation financière (il s'agit d'emprunts gagés sur le budget européen) ; FESF : Fonds européen de stabilité financière.

Décomposition du fonds de garantie européen en milliards d'€ et en %



En échange des prêts accordés par la Troïka, la Grèce doit s'engager dans de profondes réformes structurelles :

- diminution des dépenses sociales, en particulier des dépenses de retraites et des dépenses de santé**
- diminution de la taille de la fonction publique**
- réduction du budget militaire**
- instauration d'une fiscalité moderne, définition d'un cadastre**

De fait, ce sont les experts de la Troïka qui vont assumer la politique économique et budgétaire de la Grèce de 2012 à 2016.

Lors des élections législatives en Grèce, en Septembre 2015, le leader de « l'extrême-gauche » (Syriza : Alexis Tsipras) l'emporte.

Avec quelques aménagements il finit par accepter les conditions de la Troïka et le financement du Mécanisme européen de stabilité financière.

3 Le coût social de la « sortie » de crise.

Sur le plan financier comme sur le plan économique, la Grèce semble donc aller mieux : elle peut désormais se financer seule sur les marchés.

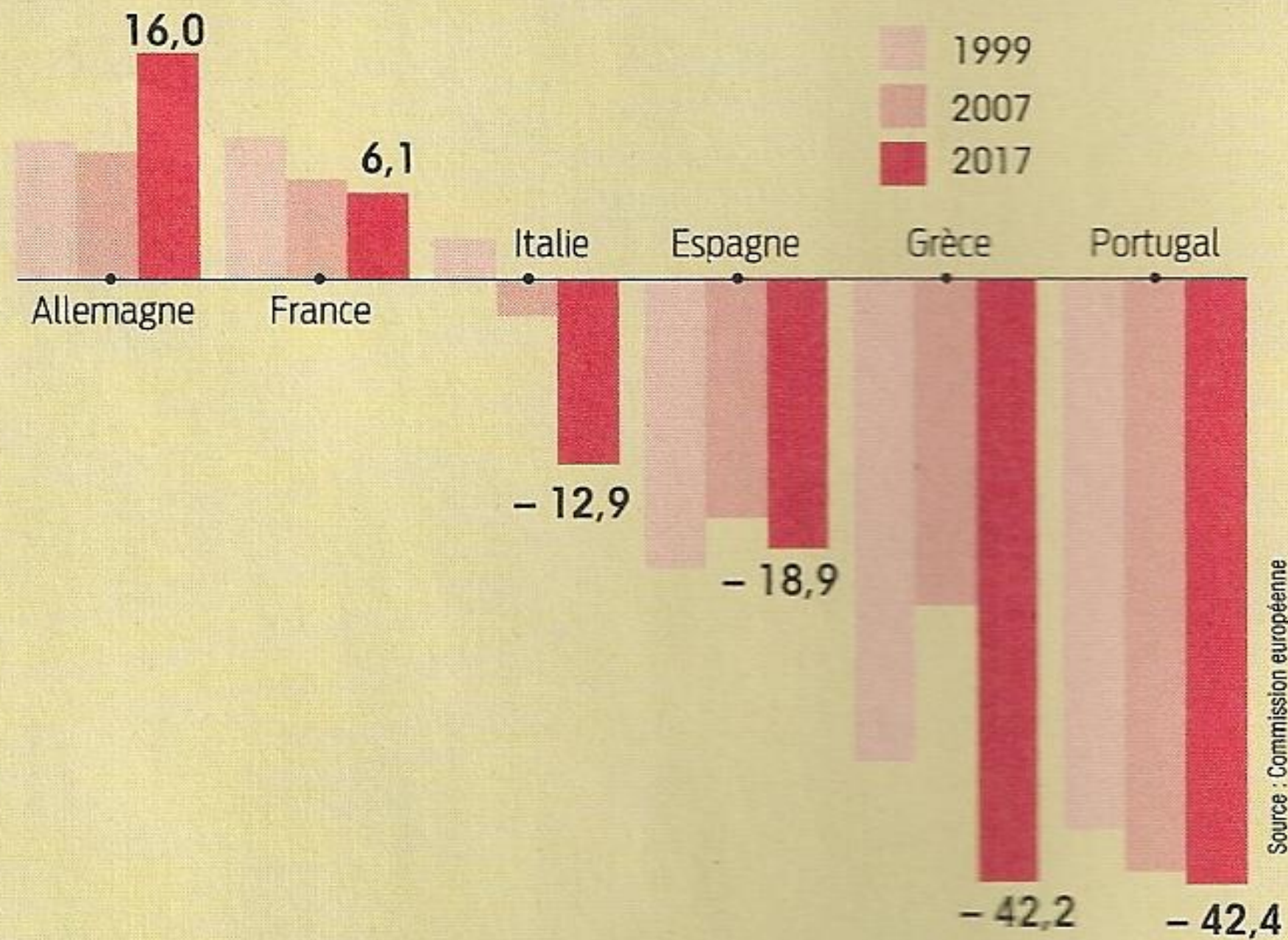
Néanmoins, la dette publique grecque ne diminue pas, et tout le monde sait qu'elle ne sera probablement jamais remboursée.

Le prix social à payer est très élevé : chômage de masse, en particulier pour les jeunes, exil massif de la jeunesse (vers l'Allemagne par exemple), pauvreté.

Une reprise économique durable dans ces conditions est donc assez aléatoire.

Plus préoccupant encore : pour rembourser ses dettes, la Grèce a du céder ou louer une partie de son capital productif ou touristique, à la Chine en particulier, qui a acheté la moitié du port du Pirée. La Grèce est donc en train de ressembler de plus en plus à un parc touristique.

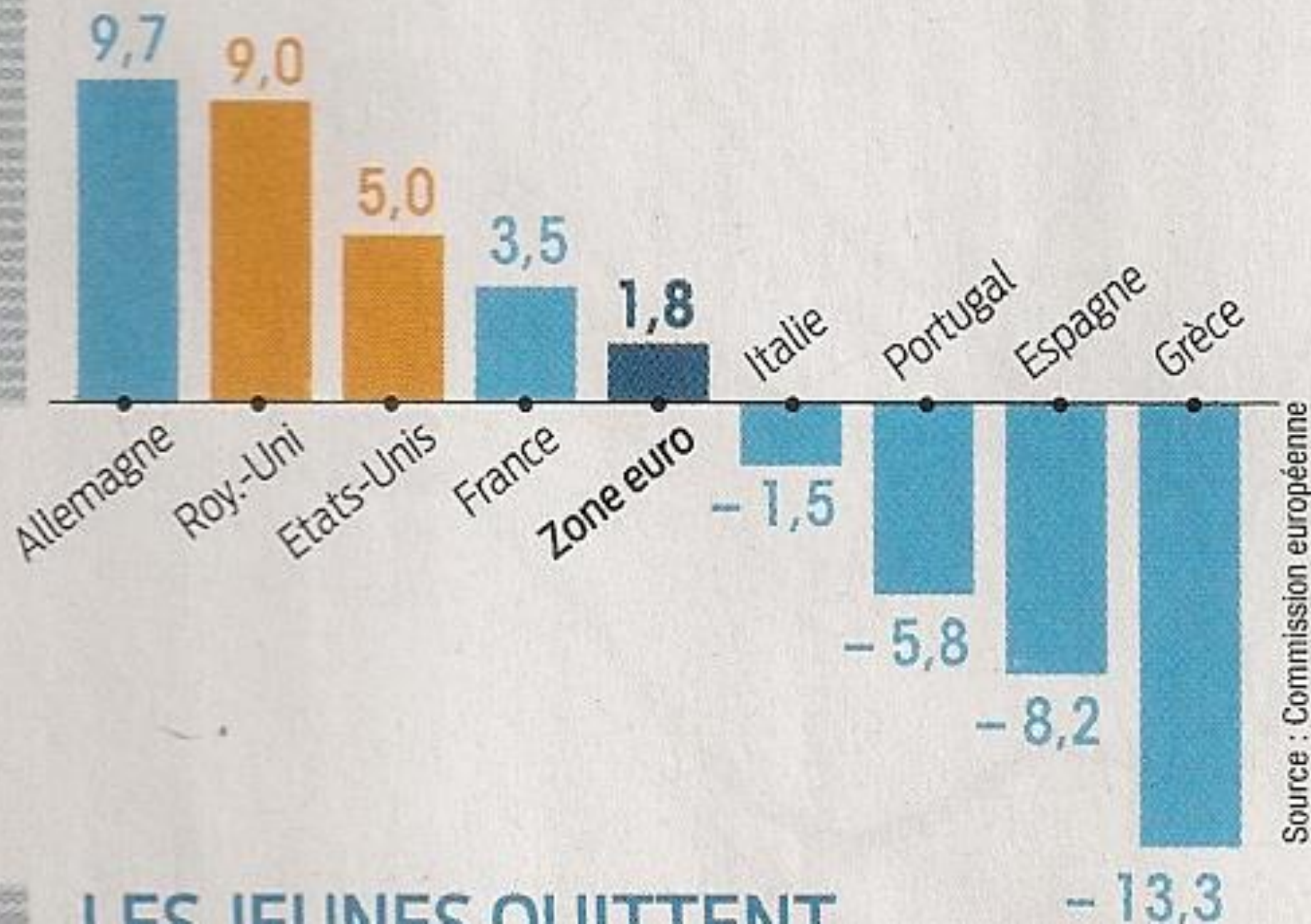
PIB par habitant, base 0 = zone euro, en %



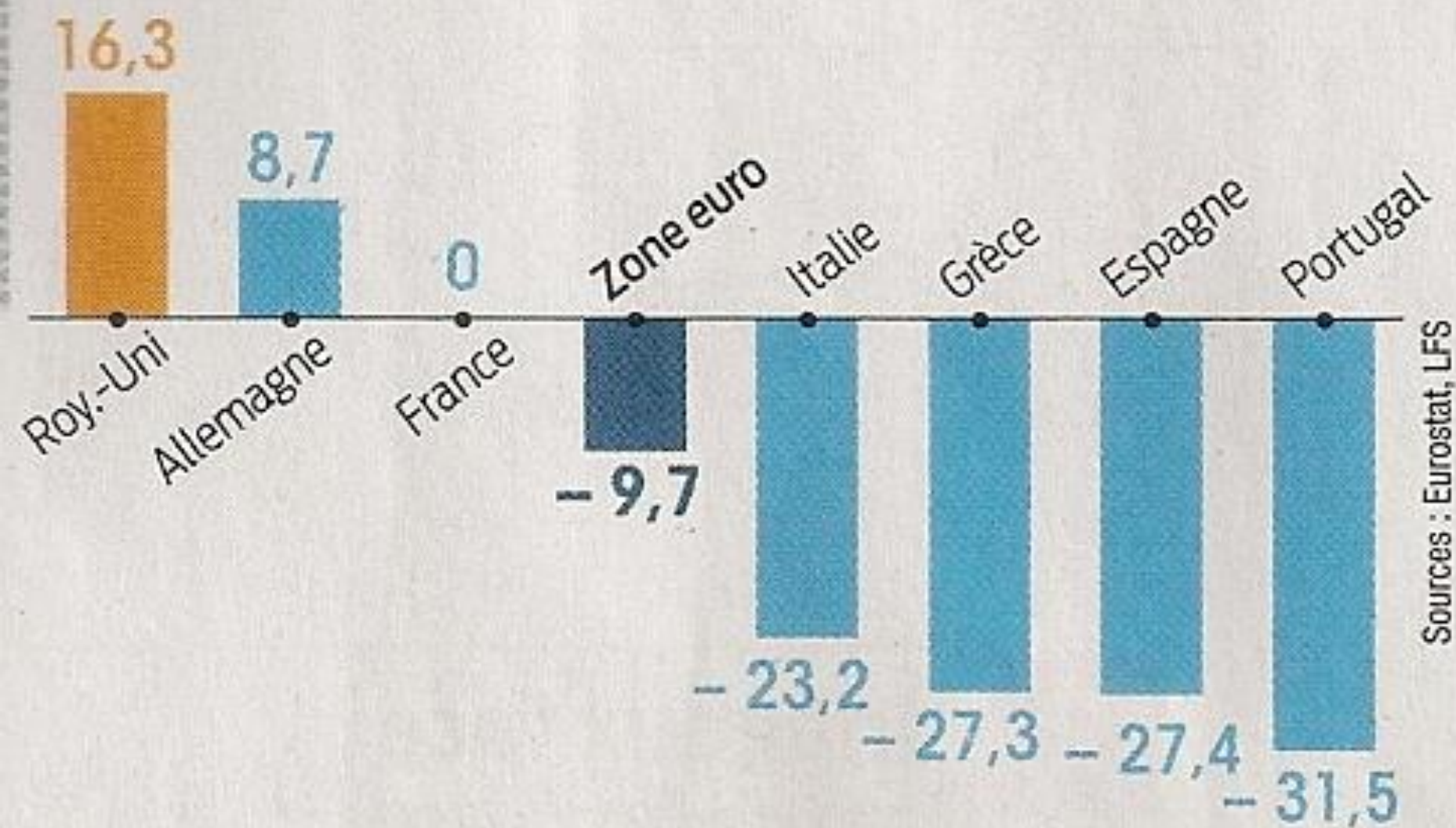
Source : Eurostat

Source : Commission européenne

Evolution de l'emploi entre 2007 et 2017, en %

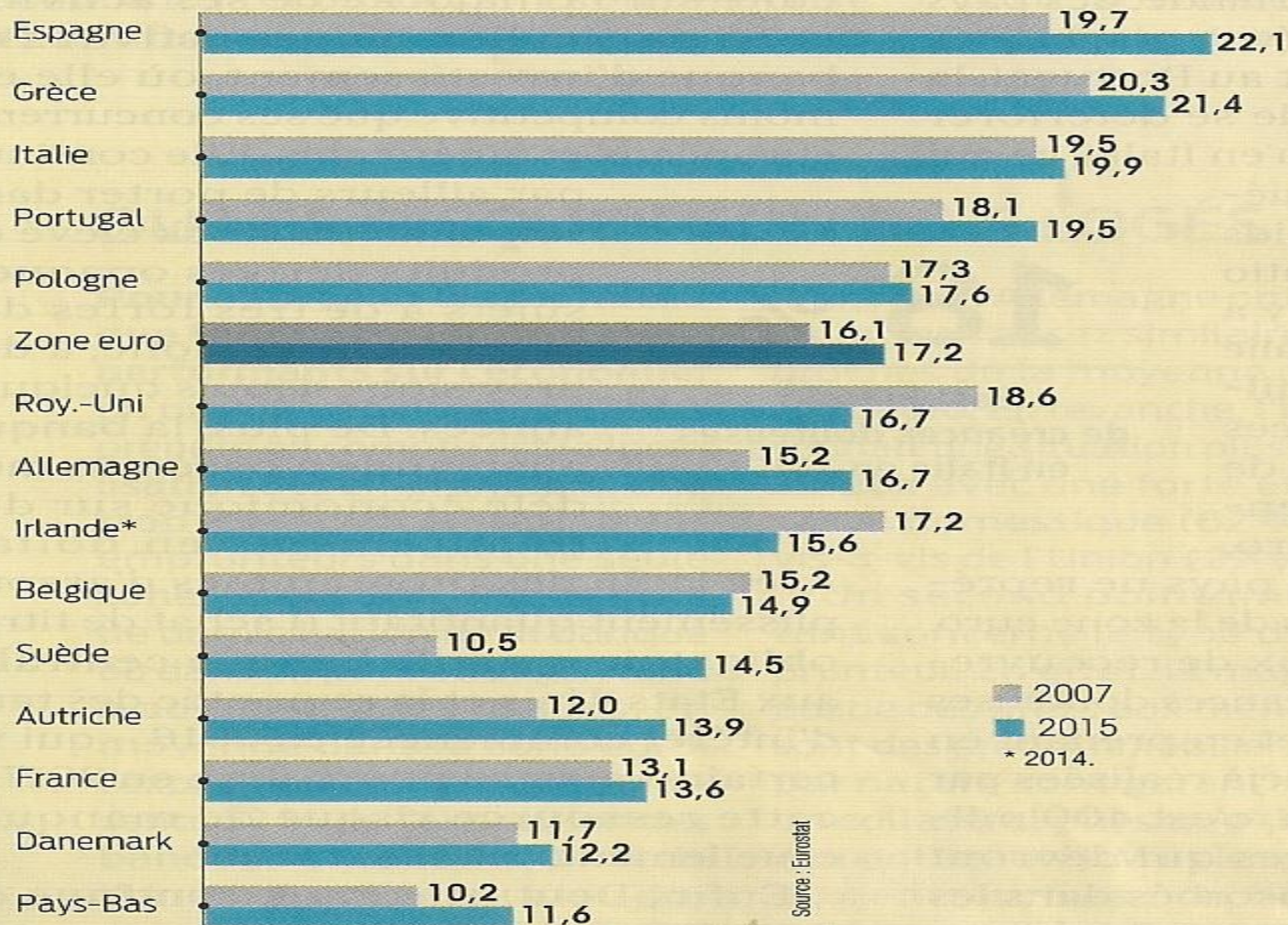


Evolution de la population âgée de 20 à 29 ans
entre le 1^{er} trimestre 2000 et le 3^e trimestre 2017,
en %



Sources : Eurostat, LFS

► Taux de pauvreté à 60 % du revenu médian, en %



Source : Eurostat